

1er Cahier

Politiciens passés au crible de l'éthique

ANALYSE · Une étude fait le bilan éthique de la politique suisse, quatre ans après qu'une semblable enquête ait été menée auprès de leaders de l'économie. interview d'un de ses auteurs.

Zurich Ariane Gigon Bormann

Ethiques, les politiciens suisses? La question a été posée à 3685 élus nationaux, cantonaux et communaux. Mais seuls 25 % ont répondu. «Quand on sait ce que signifie faire une enquête statistique, on sait que c'est un beau succès», a relativisé vendredi à Zurich Regula Grünenfelder, une des trois signataires de l'étude «Ethique 2006» réalisée par l'Institut Lassalle d'Edlibach (ZH). Les élus ont notamment répondu à des questions portant sur les processus de décisions ou encore des pistes d'amélioration pour renforcer la place de l'éthique dans la société. Un chapitre compare leurs réponses à celles fournies en 2002 auprès de patrons de l'économie. Tandis que, chez les politiciens, agir selon des principes éthiques signifie majoritairement «suivre sa propre conscience», la définition «agir selon des principes humanitaires» arrivait en tête dans les milieux économiques. Auteur d'un chapitre sur les tensions entre économie et politique, Claude Piccot, docent au «Management Institut» de Saint-Gall, estime que la réflexion éthique gagne du terrain.

«La Liberté»: La prise en compte de critères éthiques a-t-elle évolué ces 20 dernières années?

Claude Piccot: - Il y a bien des entreprises qui ne se contentent plus d'évoquer des principes mais qui ont commencé à agir. Mais la très grande majorité des codes de conduite éthiques sont en core des alibis. Beaucoup de ceux qui devraient donner l'exemple ne le font pas. Je m'oppose néanmoins à une trop forte réglementation: il ne faut rien imposer. L'éthique est une question individuelle.

Vous enseignez et côtoyez donc la future génération d'entrepreneurs. Comment réagissent-ils à la question éthique?

Je suis sidéré de l'intensité avec laquelle les jeunes débattent de ces thèmes. Dans un module de formation de l'Université de Fribourg auquel je participe, nous demandons en outre aux étudiants de poser leurs buts dans ce domaine par écrit, dans le business plan qu'ils doivent présenter. L'écho est considérable. Les jeunes, comme bien d'autres, sont dégoûtés par le faux principe de la maximisation des profits.

«Faux», pourquoi?

Parce que, s'il est éthiquement indispensable de réaliser des profits, sans lesquels la responsabilité sociale et la durabilité ne sont pas possibles, la bonne question éthique porte sur le «comment». Comment faire du profit de façon responsable? Mon collègue Fredmund Malik de l'Université de Saint-Gall parle du profit «minimal» nécessaire à la poursuite d'une pratique permettant, par exemple, l'égalité entre hommes et femmes.

Dans le livre «Ethik 2006», vous prenez l'exemple des plans sociaux qui ne reposent pas toujours sur des réflexions éthiques.

Je pose la question: comment évaluer économiquement, mais aussi du point de vue de l'entreprise et de celui de la politique sociale, le choix à faire entre licencier un jeune employé de 25 ans ou un employé de 55 ans, si, pour tous les deux, la chance de retrouver une emploi s'avère minime? Aujourd'hui, on licencie plutôt les jeunes employés. Mais est-ce éthiquement défendable? Je propose de remplacer le concept de «plan social» par celui de «planifier de façon sociale». Je note au passage que, huit ans après l'initiative parlementaire de Jost Gross demandant l'inscription des plans sociaux dans la loi, les parlementaires n'ont toujours pas empoigné la question. C'est aussi une question éthique, à l'adresse des politiciens!